

Arguments pour la lutte sociale n°9 du 11 juillet 2015.

Grèce, Europe, monde.

Ci-dessous trois articles autour de la Grèce.

En premier lieu, notre réaction immédiate à la victoire du NON, datée du dimanche soir 5 juillet et mise en ligne sur notre site <https://aplutsoc.wordpress.com/>. Nous n'avons pas une ligne à y changer.

Ensuite un billet de ce vendredi 10 juillet faisant le point au moment où le chef du gouvernement grec Alexis Tsipras tente de faire passer ce contre quoi, massivement, le peuple grec a voté le dimanche précédent.

Et pour finir le communiqué, cité dans notre billet de dimanche soir, de l'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation, de l'Agriculture, de l'Hôtellerie-Restauration, du catering, du Tabac et des branches connexes (UITA), qui illustre la vraie solidarité syndicale, aux antipodes des positions prises par la CES (Confédération Européenne des Syndicats) et par le parti stalinien KKE qui, par une remarquable convergence dans les faits, ont appelé à ne pas voter ou à voter Nul, donc ont combattu le NON, au référendum grec.

Dans la suite de ce bulletin, nous passons à la France. Notons qu'outre la question grecque, devenue décisive car il s'agit à la fois d'une question sociale centrale et d'une question européenne et géopolitique clef, la chute des bourses de Shanghai et Shenzhen stoppée ce 9 juillet et l'interruption des cotations au New York Stock Exchange montrent bien que la crise globale va rebondir.

5 juillet 2015.

Victoire pour la démocratie, Victoire pour le monde du travail, défaite pour tous les défenseurs de l'ordre établi ...

C'est sans appel. A 22h, ce dimanche soir 5 juillet 2015, le peuple grec, participant au référendum dans une proportion de 60%, a voté Non au plan des «créanciers» à plus de 61%.

C'est une victoire, une fière victoire et un sentiment d'espoir pour les Grecs et pour tous les peuples européens.

C'est une défaite politique frontale pour MM. Merkel, Hollande, Schaüble, Valls, Jünker, Djiesselblom ..., tous au service du capital financier.

C'est une défaite politique frontale pour la bourgeoisie grecque, pour les armateurs, pour les patrons des chaînes d'hôtels se faisant passer pour la voix des habitants des îles de la mer Égée, pour tous ces patrons, grecs ou non, et pour les patrons de presse qui avaient relayé la campagne de terreur lancée par la Banque Centrale Européenne en annonçant qu'en cas de victoire du Non les salaires ne seraient pas payés !

Cette campagne de terreur, lancée par la BCE, a clarifié le contenu du vote et en a fait **un vote de classe, pour la souveraineté nationale et la démocratie.**

C'est dans une polarisation sociale montante et frontale que le vote s'est par conséquent déroulé : le sens du vote Non était Non à tout plan d'austérité, Non aux patrons licencieurs et bloqueurs de salaires grecs et non grecs, Non aux banquiers qui menacent de faire main basse sur les petites économies du peuple, Non au soi-disant remboursement de la dette illégitime !

Et ce vote de classe est aussi une défaite frontale pour toutes les forces politiques, en Grèce, en Europe et dans le monde, qui ont tout fait pour l'empêcher, pour l'interdire, de la Confédération Européenne des Syndicats, honteusement alignée sur la position des dirigeants PASOK de la centrale grecque GSEE appelant au retrait du référendum, au KKE (parti stalinien grec) qui a fait office de briseur de grève en tentant de contrer le vote Non par un bulletin nul de sa fabrication(1) : défaite pour tous les tenants de l'ordre établi !

Signalons trois faits significatifs survenus ces derniers jours ou ces dernières heures, qui permettent de situer les enjeux et de désigner l'ennemi.

Vendredi 3 juillet au soir, fuitait un mail interne de la direction du budget de la Commission européenne, affirmant que la Commission a décidé de bloquer les paiements des banques grecques au-delà de 50.000 euros et de réduire les autres, tout en laissant la possibilité de paiements sur des comptes étrangers; autrement dit, la Commission décidait de bloquer les virements importants destinés à des Grecs tout en permettant aux capitalistes de mettre leurs avoirs à l'abri à l'étranger si ce n'est déjà fait; et le même jour le Financial Times faisait état de projets de saisies sur les comptes bancaires (30% des comptes de plus de 8.000 euros).

En résumé : quel que soit le résultat du référendum la Commission européenne prépare la suite de son plan d'asphyxie des banques en prévoyant d'aider les armateurs à faire fuiter leurs capitaux et d'aller vers la saisie des comptes ...

Vendredi 4 juillet également, le général Frangos, mis à la retraite en 2011 après les rumeurs de pronunciamento militaire qui avait contribué à faire que Papandréou renonce, à l'époque, à un référendum sur les plans «européens», a appelé à un «oui sonore» et son appel a été contresigné par 65 officiers en retraite prétendant exprimer le point de vue de l'armée. Rappelons que dans le gouvernement Tsipras, le poste de ministre de la Défense est détenu par le représentant du parti bourgeois ANEL, Kamenos, ce qui, implicitement, signifie qu'on ne touchera pas à l'armée.

Dimanche 5 juillet dans la matinée, l'Église orthodoxe est souvent «sortie de sa réserve». Dès le 1^{er} juillet l'archevêque Hiéronymos, d'Athènes, avait pondu une déclaration pro-Oui entre les lignes. Mais pendant la messe le matin du vote, le métropolite Anthimos, de Thessalonique, a franchement appelé au vote Oui à la sortie de la messe, produisant des «réactions diverses» comme on dit, parmi ses paroissiens. La mise sous le boisseau de la séparation de l'Église de l'État, qui figurait dans les anciens programmes de Syriza, ne rencontre guère de réactions charitables de la part des popes. Craindraient-ils que le vote Non ne pousse le peuple, chrétien ou non, à réclamer qu'ils paient des impôts ?

Institutions politiques européennes au service de la finance, corps des officiers, Église orthodoxe : voilà les forces qu'il faut affronter maintenant, sur la base de l'élan du Non.

La politique, c'est de l'économie concentrée: on le voit avec les positions brutales, irresponsables du point de vue de la rationalité comptable immédiate, prises par les «institutions» (malgré les bémols du FMI et de son ancien directeur DSK, qui signalent ces écarts envers le bon sens comptable qui voudrait avec évidence que l'on mette sur la table la restructuration de la dette grecque). Cela risque de continuer.

On doit aussi signaler l'écart apparu, malgré les pauvres dénégations de M. Valls, entre Allemagne et France sur la question grecque : des secteurs essentiels du capitalisme allemand envisagent de chasser la Grèce de la zone euro et refusent tout « compromis» pour des raisons d'affirmation impérialiste de leur suprématie politique, alors que dans le «couple franco-allemand», noyau de l'UE et de l'eurozone, la France a besoin des pays du «Sud» comme facteur d'équilibre, fut-ce pour mener une politique qui les étrangle. Malgré des années d'efforts de Sarkozy puis de Hollande, la brèche est apparue sur la Grèce entre Allemagne et France. On verra si les marchés financiers, passant de la politique, économie concentrée, à l'économie tout court, entreprennent de l'ouvrir en écartant à nouveau l'écart des taux entre les titres de dette publique français et allemands ...

Mais dans l'immédiat, se pose une question fondamentale. La victoire des Grecs, c'est notre victoire, pensent des millions de femmes et d'hommes et parmi eux des milliers de militants dans tout le continent. Oui. Mais pour transformer l'essai, il faut affronter nos gouvernements qui, dès demain matin lundi 6 juillet, vont au service du capital financier œuvrer à la vengeance, contre les salaires des fonctionnaires grecs, contre les pensions des retraités grecs, contre les économies du peuple grec (mais pas contre les armateurs ni contre les officiers ni contre les popes!).

En France nous avons voté Non nous aussi, en 2005, devant un déchaînement certes moins terrible, mais de même nature, que celui que les Grecs viennent de vaincre. Nous avons donc à la fois le droit et le devoir de dire très fort :

- De quel droit François Hollande va-t-il demain conférer avec Angela Merkel de l'avenir de la Grèce sur lequel le peuple grec vient de s'exprimer ?
- Non à tout coup d'État de la BCE, non à la saisie des économies des Grecs, ce sont les capitaux des présumés créanciers, des armateurs et des banquiers qu'il faut saisir.

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- Envoyez nous critiques et contributions auxquelles nous donnerons suite dans la mesure de nos ressources disponibles.

10 juillet 2015

Le NON du peuple grec et des travailleurs d'Europe doit et va continuer !

«Toute tentative d'annulation de la volonté populaire afin de renverser l'austérité et le mémorandum, relève de l'Hybris, au sens grec ancien du terme.» (Stathis Kouvelakis, cité sur le blog de Panagiotis Grigoriou, <http://www.greekcrisis.fr/2015/07/Fr0445.html#deb>

Le NON grec a d'abord frappé par sa massivité. Certes, il a été fait remarque qu'on a eu environ 41% de non votants et de votes blancs et nuls (chiffres du KKE qui a combattu le vote NON). Certes cette abstention indique que tous les secteurs populaires sont inégalement mobilisés, mais d'une part ces chiffres sont artificiellement gonflés de l'impossibilité de voter pour les nombreux Grecs vivant à l'étranger (plusieurs millions), parmi lesquels ont eu lieu des manifestations et expressions pour le NON, d'autre part ils ne sont guère supérieurs aux abstentions lors des législatives de janvier (37,5%). Les pressions pour le vote nul ou l'abstention des dirigeants syndicaux liés au PASOK et du KKE n'ont guère fait augmenter ce chiffre, et il apparaît qu'à peu près la moitié des électeurs du KKE de janvier ont choisi le vote NON.

Le vote NON était un vote de classe, comme le vote Oui dans l'autre sens. Les beaux quartiers ont massivement voté Oui. La jeunesse, en particulier les quelques 200.000 jeunes qui n'avaient pu voter en janvier, les ouvriers, les chômeurs, et les migrants autorisés à voter, ont massivement voté NON. Le regroupement de classe a attiré à lui non seulement la base du KKE, mais Antarsya qui s'est mobilisé pour le vote NON comme de larges secteurs anarchistes. Et surtout, la polarisation sociale est montée dans les relations quotidiennes, dans les conversations. Des manifestations spontanées ont eu lieu contre les médias menteurs dominants. Des patrons, comme ceux de l'Hôpital privé du Pirée, ont menacé de licencier les gens en cas de victoire du NON, et des regroupements dans les entreprises se sont multipliés pour le leur interdire. De l'avis des commentateurs les plus sérieux, le sentiment populaire «pro-euro» dont on nous a tant parlé s'est effondré: s'il faut rompre avec l'euro, rompons, il faut d'abord stopper la misère, disent les gens.

Vote de classe, le vote NON n'a donc pas été qu'un vote: des manifestations de masse ont eu lieu dimanche soir, et le sentiment de fierté nationale et de refus de tout retour en arrière s'est généralisé à la base.

Dans ces conditions, la classe ouvrière et les couches populaires de Grèce ne peuvent que s'opposer aux «propositions» communiquées en anglais aux créanciers jeudi soir, et dont la divulgation a confirmé ce qui avait filtré: Tsipras propose la retraite à 67 ans en 2022 (62 ans pour ceux qui ont travaillé 40 ans avec *interdiction* des retraites anticipées!), un taux courant de TVA à 23% avec un taux de 13% pour électricité, hôtels et alimentation de base, 6% pour les médicaments, livres et places de théâtre, la privatisation des aéroports et des ports ... Bref, c'est très clair et quiconque sait lire et comprend le sens des mots ne peut biaiser: **Tsipras propose de mettre en œuvre les propositions contre lesquelles les Grecs ont voté cinq jours auparavant.**

Devant cette constatation, s'élèvent parfois des propos oiseux sur le mode «accuser Tsipras de trahison c'est faire le jeu de l'ennemi», etc. Il ne s'agit pas de savoir si «Tsipras» est «un traître» ou non, il s'agit de voir où est l'intérêt du prolétariat et la réponse est claire: dans le refus de ces mesures, et quelle est sa dynamique et là aussi la

réponse est claire: au moins depuis le dimanche 5 juillet, elle va vers l'affrontement avec quiconque voudra les lui imposer. Donc, en l'occurrence, et sans préjuger de la suite, avec Tsipras.

En dehors de l'insipide et inadmissible argument d'autorité, les arguments pour nuancer ou faire accepter ces «propositions» sont essentiellement de deux types.

Les économistes et commentateurs «pro-Syriza» ou en tout cas pro-Tsipras expliquent que même si elles sont dures à avaler ces couleuvres vont avec un élément capital: la demande que la discussion sur la restructuration et le rééchelonnement de la dette grecque commence enfin. Tsipras propose en effet que de telles discussions s'engagent - pas tout de suite, d'ailleurs, mais à l'automne. Ainsi donc, la retraite à 67 ans et le fait de prendre à ceux qui déjà n'ont rien serait acceptable parce qu'on aurait peut-être l'autorisation de discuter de la manière de payer la «dette» dans quelques mois ... De tels arguments ne peuvent être employés que quand on est loin, très loin, de la vie quotidienne de l'immense majorité, et pas qu'en Grèce.

On nous explique en même temps que ce serait une formidable victoire contre «l'Allemagne» que de lui faire avaler le principe de discuter de la restructuration de la «dette» qu'elle a refusé jusque là, et que pour ce faire, il a fallu rien moins que la pression de Paris et de Washington, ainsi que de Rome. Pour le dire autrement: les impérialismes nord-américain, français et italien se sont liés pour contraindre l'impérialisme allemand à arrêter de pousser la Grèce hors de la zone euro, au risque, assumé, d'ouvrir le processus d'effondrement de celle-ci. **Et pour vaincre «l'Allemagne», il fallait bien que les Grecs acceptent la retraite à 67 ans et la TVA à 23%!**

D'ailleurs, «*de hauts fonctionnaires du Trésor ont planché discrètement aux côtés des Grecs, sous haute surveillance de l'Elysée*», écrit *Le Monde* de ce vendredi 10 juillet. La France a «coaché» (sic!) Tsipras, nous disent des journalistes! Est-ce pour cela que mercredi 8 juillet J.L. Mélenchon disait «bravo» à François Hollande pour son rôle nouveau dans la question grecque en Europe? Affronter «l'Allemagne» en imposant la retraite à 67 ans, bravo en effet! ...

Incontestablement il y a conflit entre les puissances et, comme dit l'un des commentateurs les plus perspicaces, François Leclerc sur le blog de Paul Jorion, la Grèce devient le «*pion d'une bataille européenne*» (<http://www.pauljorion.com/blog/2015/07/10/la-grece-pion-dune-bataille-europeenne-par-francois-leclerc/#more-76908>). Ce conflit va d'ailleurs continuer et rien n'indique que «la France a gagné»: on verra la suite au sommet européen prévu ce week-end. Ce conflit s'est ouvert avant même le vote NON. Mais entre Hollande et Merkel, et contre l'un et l'autre, il y a un troisième acteur: les peuples. Les 61% de NON sont là, indéniables.

On tente de nous expliquer que comme Tsipras diffère de quelques années certaines mesures et dit vouloir ménager des exceptions on doit accepter d'attendre avec lui, le temps que «l'Allemagne» soit acculée par l'arrivée au pouvoir de Podemos en Espagne. C'est là ne pas comprendre que la lutte des classes est une réalité dynamique: ce que fait Tsipras MAINTENANT est en opposition frontale avec le MOUVEMENT REEL du vote NON et du peuple grec. S'il gagne, il casse la dynamique et laisse le champ libre aux néolibéraux à la sauce bruxello-berlinoise ou bruxello-parisienne.

Les travailleurs apprennent. Ils viennent d'apprendre et de comprendre, en Grèce, très vite, que la retraite à 67 ans et TVA à 23% en imposant à l'Allemagne de «discuter de la dette» sous le «coaching» de Hollande et Obama, cela revient pour eux exactement au

même que la retraite à 67% et la TVA à 23% en passant sous les fourches caudines de Mme. Merkel. Exactement au même !

Et plus encore : qu'il y a une autre voie, comme l'a montré la force du NON. La voie de la démocratie, qui affronte le capital, rétablit le droit à la retraite, abroge la TVA, taxe les riches, met les banques sous séquestre.

Et que pour cela, la survie individuelle et collective, pour conjurer la catastrophe imminente, passe par l'action directe pour imposer ces mesures, et pour imposer un gouvernement, avec ou sans Tsipras, qui soit réellement le gouvernement des votes de janvier et de juillet 2015. Les députés de Syriza doivent respecter la vraie discipline: celle du mandat de celles et ceux qui les ont élus.

Par cette voie là, il est sûr que dans toute l'Europe et au-delà la mobilisation se lèvera pour défendre les Grecs et affronter les gouvernements capitalistes.

Document

Les vrais enjeux de la crise grecque (UITA/IUF)

Source : <http://www.iuf.org/w/?q=fr/node/4334>

2 juillet 2015.

Les «institutions» prennent de nouvelles mesures pour couler l'économie grecque après que le gouvernement ait décidé de convoquer un référendum sur les conditions de sauvetage, le 5 juillet. En fait, le but des négociations n'a jamais été d'améliorer la situation économique, mais de faire tomber le gouvernement, et de prévenir une éventuelle contagion politique ailleurs en Europe.

L'Europe est hantée par un spectre, et ce spectre se nomme « alternatives démocratiques à l'austérité ». Le gouvernement Syriza de la Grèce en est l'incarnation, ce qui explique pourquoi la Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE) se sont alliées avec le FMI pour l'exorciser. À quelques exceptions près, les partis politiques de tous bords soutiennent tacitement ou activement la coalition antiSyriza.

Depuis sa victoire électorale du mois de janvier, Syriza a vainement cherché à obtenir un allègement des ruineuses mesures d'austérité imposées aux gouvernements précédents, dont les ravages économiques et sociaux n'ont de commune mesure que dans des situations d'après-guerre, qui ont font de la reprise un but inatteignable et qui ont alourdi le fardeau de la dette.

En dépit de sa promesse électorale de mettre fin à l'austérité, le gouvernement a épargné toutes les liquidités disponibles dans le pays, et sabré dans les dépenses pour atteindre un excédent budgétaire qui lui permette de rembourser ses créanciers. Les « institutions » (appellatif qui désigne Commission, la BCE et le FMI, qui remplacent désormais la Troïka) ont clairement fait entendre, dès le premier jour, que la réduction de la dette, seule solution réaliste à la crise persistante, n'était pas négociable et dès lors, le gouvernement, qui a patiemment cherché à négocier, et a même accepté la poursuite d'un plan de sauvetage ruineux, à des conditions qui privent l'économie nationale de milliards d'euros dont elle a un cruel besoin, s'est heurté à une fin de non-recevoir, et a dû faire face au mépris, voire aux insultes de ses interlocuteurs.

Les «institutions» refusent cyniquement toute responsabilité pour l'effondrement généralisé de l'économie grecque, pourtant prévisible. Les modestes mesures introduites par le gouvernement pour assurer l'alimentation de base et l'accès à l'électricité aux couches les plus vulnérables de la population ont été dénoncées et taxées de mesures «unilatérales» et inacceptables. Pour le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, dont la principale distinction en date est d'avoir consolidé la place du Luxembourg parmi les paradis fiscaux pour sociétés multinationales, aucune proposition fiscale des autorités grecques ne va assez loin. Les mesures gouvernementales visant à maintenir un minimum du système de négociation collective et de la protection sociale ont été condamnées sans relâche. La BCE a orchestré une fuite de capitaux et une ruée sur les banques, en limitant l'accès aux capitaux des banques grecques, qu'elle arrose de liquidités d'urgence tout juste suffisantes pour maintenir la pression.

Les «institutions» viennent de prendre de nouvelles mesures visant à faire couler l'économie grecque, en réponse à la décision du gouvernement de convoquer un référendum sur les conditions de sauvetage, le 5 juillet. L'objectif est de renforcer le pouvoir des banques et des soi-disant technocrates (dont le rôle est, en fait, éminemment politique) et de rappeler aux citoyens grecs qu'ils ne faut jamais, ne serait-ce qu'imaginer de défier le pouvoir de la finance.

La vérité est que la barbarie sociale que l'on appelle austérité n'a jamais été en mesure d'obtenir les résultats qu'elle était censé fournir.

Le but des négociations n'a jamais été d'améliorer l'économie, leur but est de transformer le régime, et de prévenir une éventuelle contagion politique ailleurs en Europe.

En 1953, lors de la conférence de Londres, les créanciers de l'Allemagne ont accepté d'effacer la moitié de la dette d'avant-guerre de l'Allemagne, pourtant considérable. Dans la foulée, ils ont décidé que l'Allemagne ne paierait le solde que pour autant qu'elle soit en mesure de dégager un excédent commercial. À défaut d'excédent, pas de paiement. L'accord de Londres était de nature politique : il avait pour but de renforcer la position de l'Allemagne dans le contexte de la guerre froide. La décision de porter atteinte au gouvernement de gauche grec est également politique. On nous a sans cesse martelé, tout au long de ces 6 mois de négociations, que l'Europe peut résister à un défaut de paiement de la Grèce et à sa sortie de l'euro. Or cet affirmation peut être prise à rebours : l'Europe serait en mesure de digérer facilement l'effacement d'une partie substantielle de la dette grecque. Ce serait, soit dit en passant, bénéfique pour tout le monde. Mais les «institutions» sont déterminées à donner une leçon politique, et pas seulement à l'intention de la Grèce.

Tout au long des négociations, le gouvernement a défendu sa position patiemment, parfois même de façon éloquente. Les mesures limitées qu'il a proposées pour protéger les travailleurs, les retraités et les plus démunis contre les ravages d'une dépression sans précédent auraient été perçues comme étant d'un keynésianisme des plus modérés, il y a trente ans. Le fait qu'on les dénonce aujourd'hui comme une menace pour l'ordre européen en dit long sur cet ordre-là et sur la crise sous-jacente de la politique européenne et mondiale. La victoire électorale de Syriza a montré la puissance que pourrait avoir un vaste mouvement de gauche qui serait prêt à mettre en question le statu quo. Pour que Syriza puisse continuer le combat, la solidarité est, aujourd'hui, plus importante que jamais. Aux syndicats de l'organiser.

De la Grèce à la France

Le sentiment prévaut, parmi les militants de gauche en France, que nous sommes les derniers de la classe comparés aux Grecs et aux Espagnols et qu'on est mal barrés.

Ce sentiment prégnant et paralysant vient encore d'être alimenté par le vote final de la loi Macron, avec un troisième 49-3 de Valls, et toujours sans manifestations et actions syndicales, alors que cette loi est une catastrophe.

Pour rendre encore un peu plus déplorable ce dernier événement, nous avons eu le «cavalier» de l'UMP Gérard Longuet, intégré par le gouvernement, en faveur de l'enfouissement des déchets nucléaires!

Pour rendre encore un peu plus ridicule le tout, notons qu'en deux jours le sieur Macron a comparé Syriza au FN et annoncé au public esbaudi que ce qui manque en France, c'est ... un roi. Voilà le niveau réel de pensée, soit dit en passant, de ceux qui ont, paraît-il, «coaché» Tsipras pour qu'il fasse de la retraite à 67 ans un acte de résistance à «l'Allemagne»!

C'est vrai qu'on peut s'appesantir sur la déchéance française actuelle. Mais ce n'est pas connaître ce qui se passe en profondeur.

Qu'une ligne claire se dégage, non autour d'un homme providentiel, non autour d'un programme aussi bon soit-il, mais donnant une perspective de lutte sociale s'étendant et se centralisant, et les force profondes chercheront à se regrouper.

Tel est le message de ces dizaines de PME où les conflits, pas forcément des grèves, se multiplient, le message des profs de collège qui veulent combattre à la rentrée, le message des travailleurs précaire qui veulent vivre, le message de millions, qui, pour l'heure, est silencieux en dehors d'actions syndicales partielles, locales, discrètes, opiniâtres.

Ce message est politique. Il n'y aura ni sauveur suprême, ni terre promise. La Grèce a besoin de nous et réciproquement. Avant 2017, préparons par le regroupement et la libre discussion politique, l'affrontement social central !

Crise au POI

Un événement important est en train de se produire, que ses protagonistes veulent discret, privé en quelque sorte, ce qui n'est pas admissible : le Courant Communiste Internationaliste du POI (Parti Ouvrier Indépendant), issu de l'ancien PCI-OCI (Parti Communiste Internationaliste, Organisation Communiste Internationaliste) est en train d'éclater.

Nous allons présenter sommairement les faits tels qu'on peut les discerner, mais auparavant répondons à ces deux questions : pourquoi cet événement si discret pour l'instant est-il réellement important et pourquoi est-il inadmissible qu'il reste confidentiel ?

L'événement est important d'abord parce qu'il ne s'agit pas de n'importe quel courant politique. Le CCI du POI est, quoi qu'en pense, l'héritier direct du PCI constitué en 1944, section française de la IV^e Internationale dont il a été exclu en 1951 parce qu'il ne voulait pas placer ses militants les plus connus et ses syndicalistes dans le PCF, quitte à se renier, pour participer à la 3^e guerre mondiale dans le camp soviétique.

Cette organisation a été, pour le meilleur et le pire, la plus importante organisation dite «d'extrême-gauche» (une appellation qu'elle n'apprécie pas) dans la seconde partie des années 1970, et de loin, en France.

Surtout, elle était alors celle qui avait l'implantation la plus profonde et la plus prometteuse tant dans les syndicats ouvriers que dans la jeunesse. Par des purges successives attestant d'une incapacité et d'un refus organique de progresser par la libre discussion, sa propre direction, Pierre Boussel-Lambert en tête, a ruiné, dilapidé, vitrifié ce capital politique.

D'une part, pour le meilleur et le pire là encore, des milliers de militants étaient répandus dans la nature comme par une centrifugeuse, et pour un Jospin et un Cambadélis faisant les choux gras des amateurs d'histoires «lambertistes», on a des milliers de cadres syndicaux, d'intellectuels, de cadres de diverses autres organisations politiques, qui ont irrigué mouvement ouvrier, gauche et intelligentsia françaises.

D'autre part, le noyau central, recroqueillé autour de Pierre Lambert et de Daniel Gluckstein dit Seldjouk, devenait une organisation toujours relativement assez grosse (de 2000 à 3000 membres) mais n'apparaissant plus qu'indirectement, par le truchement de formations prétendant, en ne trompant personne, avoir relevé le défi de la crise du mouvement ouvrier et regrouper «tous ses courants» (sic: le PT, Parti des Travailleurs, puis le POI, Parti Ouvrier Indépendant, disent regrouper les courants «trotskiste», «socialiste», «communiste» et «anarcho-syndicaliste»), tout en occupant des positions importantes dans la CGT-FO avant tout et dans d'autres syndicats. Ces formations sont apparues lors d'élections présidentielles pour faire des scores très faibles, avec les candidatures de Pierre Boussel en 1988, de Daniel Gluckstein en 2002 et de Gérard Schivardi en 2007.

Son orientation politique, à rebours du combat qu'elle avait mené jusqu'à la fin des années 1970 pour le front unique ouvrier contre la V^e République, ses présidents et gouvernements successifs, s'est progressivement réduite à la «défense de la République» (la cinquième? hé oui, la cinquième!) contre «l'Union Européenne» pour laquelle doit se réaliser «l'unité des travailleurs et des organisations».

De même, au niveau international, à rebours du combat affirmé par l'OCI jusqu'à la fin des années 1970 pour la «reconstruction de la IV^e Internationale» qui n'excluait pas, mais recherchait (malgré ses limites et contradictions, déjà), la discussion avec les autres courants se réclamant du trotskisme, ce courant a «reproclamé» la «IV^e Internationale» et se présente comme l'étant, entourée (comme le CCI en France est entouré du PT puis du POI) d'une «Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples».

A rebours du combat mené autrefois pour la révolution à l'Est comme à l'Ouest, contre le mur de Berlin et les frontières existantes, la défense des frontières et des États en place contre le seul impérialisme nord-américain est devenue son axe politique, conduisant notamment à une dépendance évidente de l'organisation sœur algérienne, le PT, envers le cœur de l'État algérien ...

Nous avions donc affaire, dans une certaine mesure, à un astre mort, une sorte de naine noire dans la typologie stellaire. Mais tout de même, de près de 3000 membres dont la pépinière des cadres de FO et une influence croissante dans la CGT, acquise aussi par le maintien de revendications de résistance ouvrière en matière de droit du travail, de services publics, de sécurité sociale et de laïcité. Des militants que l'on croise forcément, et fraternellement, si l'on intervient dans la lutte des classes, la vraie. Par ce dernier aspect le sort de cette organisation est et reste solidaire du devenir du mouvement ouvrier en France. Comme on le verra, la crise violente qui vient de s'y révéler n'est pas étrangère au moment présent de la situation politique et syndicale.

Il ne saurait être accepté, comme le prétendent encore, pour l'instant, les protagonistes des deux fractions en présence, que leur affrontement soit confidentiel. Chacun espère emporter le morceau et les arguments lancés sont loin d'être tous politiques et, quand ils le sont, ils ne brillent pas par une limpidité évidente. Mais il est impossible de tenir au secret une crise qui affecte près de 3000 militants ou adhérents. Ceux qui s'imaginent que par le secret ils préserveront leur organisation des ragots se trompent lourdement, c'est au contraire ainsi qu'ils vont les alimenter. Et c'est criminel : le plus grand besoin des militants ouvriers, c'est le débat, c'est la transparence.

C'est peut-être là le seul point potentiellement positif de cette affaire, mais il est puissant : la libération de la parole et de l'énergie de militants séquestrés depuis des années dans une camisole, dans un frigo, libération qui commence par l'émancipation envers le faux «bolchevisme» bureaucratique de pacotille qui veut que l'on tient la porte fermée sur les «intérêts supérieurs de l'organisation» et que l'on n'adresse pas la parole aux «individus» (terme policier encore usité ...) qu'un jour un membre du bureau politique vous a désignés comme un «ennemi», quand bien même ce membre du bureau politique aura été à son tour excommunié un jour. Les militants du POI sont en général anticléricaux, mais ils ont besoin d'en finir avec le cléricalisme d'appareil, morbide et mortifère.

Bien sûr s'ils lisent cela, surtout sous l'œil d'un «responsable», ils s'estimeront tenus de radoter sur «les ennemis», mais en réalité ils sont capables de devenir adultes, comme quiconque : *sapere aude*, camarades !

Mais pour ainsi les critiquer, les ouspiller, il faut les respecter. Il est essentiel de les entendre, d'échanger avec eux : la pire erreur serait de les cataloguer comme des «lambertistes» porteurs de l'essence éternelle du «lambertisme» et de ne rien attendre d'eux. Ceci vaut aussi pour les chefs : même s'ils en ont fait des vertes et des pas mûres, nul n'a une essence éternelle.

Et puis, rappelons que le parti bolchevik jusqu'en 1921 et depuis ses origines n'avait pas de bulletins intérieurs parce que les tendances multiples qui le constituaient s'engueulaient copieusement dans sa presse publique sous les yeux des agents du tsar!

Donc, que se passe-t-il ?

Le vendredi 4 juillet s'est tenu un conseil national du POI en l'absence, pour des raisons que nous ignorons, de ses trois secrétaires nationaux : Daniel Gluckstein, Jean Markun (responsable des mineurs de fer lorrains retraités CGT), Gérard Schivardi. Le compte-rendu de cette réunion dans *Informations Ouvrières* de ce jeudi 9 juillet, qui garde pour la semaine prochaine la publication de la conclusion politique de Marc Gauquelin (Lacaze), rapporte un certain nombre d'interventions très critiques sur le fonctionnement et les pratiques. Ce qui est dit là est connu depuis longtemps, le fait nouveau est le choix de faire s'exprimer et de publier ces critiques. Une commission de préparation du congrès prévu à l'automne, de 12 membres, fut désignée, dont il est dit que «les trois secrétaires nationaux» «sont membres».

Le surlendemain, lundi 6 juillet, paraissaient simultanément trois textes : une déclaration saluant la victoire du NON en Grèce signée du «secrétariat permanent mandaté par le bureau national du POI du 4 juillet», une déclaration sur le même sujet signée «Les secrétaires nationaux du POI : Daniel Gluckstein, Jean Markun, Gérard Schivardi» (également publiée dans le n° suivant d'*Informations Ouvrières*) et une «*Informations aux membres du bureau national du POI*» de Gérard Schivardi et Jean Markun, protestant contre des «démarches particulières, en tant que secrétaires nationaux du POI, de la part de membres de la direction du courant CCI» faisant de D. Gluckstein le «responsable de toutes les difficultés rencontrées» et contre un document selon eux calomniateur envers lui, où il serait accusé d'avoir «attendu son heure pendant 35 ans» et d'avoir constitué un «réseau clandestin». Les deux secrétaires nationaux disent

avoir confiance en D. Gluckstein, se plaignent que le POI soit «*pris en otage*» par un conflit interne au CCI, et posent la question : «*serions-nous revenus au temps des «procès staliniens» ?*» Diable !

Malgré les consignes de silence invoquées parfois par les mêmes camarades (des deux bords) qui font quand même circuler ces documents, il apparaît que le comité central du CCI est divisé entre une majorité de 50 membres avec Marc Lacaze, Dan Moutot, Daniel Schapira, Ulysse, et une minorité de 26 membres avec Seldjouk (Gluckstein), François de Massot (seul rescapé du vieux noyau de Lambert, Just, Renard et Broué ...), Serge Raffi; que le congrès du courant est reporté *sine die*, Seldjouk voulant constituer une tendance officielle, ce que la majorité du CC refuse, que celle-ci a «suspendu» du CC les oppositionnels, lesquels menacent si on ne leur fait pas droit d'une scission de 650 militants sur 2000 et en fait largement le tiers des forces militantes actives, tout en disant ne pas le souhaiter; scission qui concernerait le CCI du POI et donnerait théoriquement naissance à un nouveau «courant» dans le POI (les trois autres étant rachitiques et largement fictifs) ainsi transformé en champ de bataille et connaissant, pour la première fois, une vie interne animée !

Le soutien de la totalité du secrétariat national du POI (3 membres sur 3, le quatrième, l'ancien dirigeant de FO Claude Jenet, étant décédé voici quelques mois), le titre de directeur de la publication d'*Informations Ouvrières*, dont le rédacteur en chef, Lucien Gauthier, est de la «majo» du CC, sont autant d'atouts pour D. Gluckstein, avec, probablement, la répartition des finances et des biens, qui bloquent une rupture franche dans un sens ou dans l'autre, à savoir une purge en bonne et due forme, pour l'instant du moins car cet équilibre instable ne semble raisonnablement pas vivable (encore que tout arrive !) : la rupture politique et morale semble consommée.

Reste évidemment la vraie question : quelles sont les divergences politiques ?!

Après la campagne présidentielle de Gérard Schivardi le «*candidat des maires*» en 2007, le PT est devenu POI, ce qui a laissé sceptiques une partie de ses cadres et militants. Une opposition entre Marc Gauquelin (Lacaze), critiquant l'insuffisance d'une politique de front unique notamment syndical, et Daniel Gluckstein, poussant à une affirmation en tant que «parti» constitué, s'est faite jour de manière explicite.

Du point de vue de la psychologie et de l'histoire, tous ceux qui connaissent cette organisation comprendront que Lacaze peut représenter les cadres issus des années 1960-1970 (étudiants à l'époque, puis permanents le reste de leur vie) qui n'ont pas digéré la place de «second» *de facto* de Lambert prise par D. Seldjouk à partir de la fin des années 1980, alors qu'il venait de la LCR et leur était, en général, «supérieur» au plan intellectuel et rhétoricien.

D. Seldjouk a à l'époque joué le rôle clef de gourdin de Lambert dans les trois dernières grandes purges bureaucratiques qu'a connu ce courant, celle conduisant à l'exclusion de Pierre Broué, René Revol et pas mal d'autres (1989), puis celle conduisant à expulser André Lacire (Langevin), Michel Panthou et d'autres (1991), et celle concernant Pedro Carrasquedo et le groupe *La Commune* (1992). L'installation dans la routine du PT et de la «IV^e Internationale proclamée» s'est ensuivi, une sorte de glaciation générant une vie d'organisation grisâtre, totalement contraire au caractère activiste et flamboyant de la «vieille OCI». Même ses «purges», locales et circonscrites quoi que tout aussi antidémocratiques (l'exclusion du groupe «CRI», à l'origine de la tendance CLAIRE du NPA, puis celle de la section départementale de l'Yonne) n'ont plus eu ce caractère «radical» marquant toute l'organisation qu'elles avaient autrefois ... jusqu'à maintenant.

Dans ce moment pivot des années 1984-1992, qui commence par l'expulsion du courant de Stéphane Just, se poursuit par la scission du courant Cambadélis vers le PS et se termine par cette ascension de Daniel Gluckstein, celui-ci apparaissait parfaitement comme quelqu'un «tissant sa toile», ainsi que ses adversaires d'aujourd'hui le proclament.

Mais un psychanalyste surtout lacanien, pouvait déjà voir cette lettre volée exhibée qu'était ce magnifique pseudo, Seldjouk : les Seldjoukides sont les sultans turcs qui, à partir du XI^e siècle, ont pris le contrôle du califat abbasside en reléguant le vieux calife dans la posture d'un roi fainéant ! (le vieux calife est mort en 2008, peu avant la conversion du PT en POI).

En gros, il semble qu'à partir de là les intérêts politiques liés à la tentative d'affirmer le POI en tant que tel, alors qu'il est et reste relativement invisible, et ceux liés à l'appareil de FO, n'ont pas toujours été identiques. Mais l'invisibilité du POI est dans l'ensemble allé croissant, ce dernier participant de moins en moins aux élections. Toutefois, il semble que Gérard Schivardi a une certaine autonomie de parole et jette de temps en temps des pavés dans la marre. Depuis décembre 2014 au moins, il répète à qui veut l'entendre et dispose d'un micro qu'il veut se présenter en 2017 et que c'est là la seule possibilité que Marine Le Pen ne soit pas élue car comme elle lui a piqué son programme il pourra le dire publiquement !

A la veille de la grève interprofessionnelle du 9 avril dernier, proposée par FO, appelée également par la CGT, la FSU et Solidaires, sur laquelle direction et militants du POI avaient - à juste titre à condition de ne pas cultiver d'illusions dans les appareils dirigeants - fondé de grands espoirs, Lucien Gauthier en tant que rédacteur en chef d'*Informations Ouvrières* lançait un appel à la tenue d'une grande «assemblée-débat» autour du journal, sans dire un mot du POI, parce que, disait cet appel, «*Une nouvelle situation est en train de s'ouvrir dans notre pays*», en raison des élections départementales, de la grève du 9 avril et de l'accélération de la politique antisociale de Valls et Macron.

Cette assemblée s'est tenue le 9 juin et a incontestablement été un succès, regroupant 900 militants, un millier selon *Informations Ouvrières*, surtout CGT et FO. Le compte-rendu paru dans ce journal le 11 juin donne nettement l'impression qu'il n'y fut pratiquement pas question du POI en dehors de l'intervention de son seul secrétaire national présent, Jean Markun, mise sur le même plan que toutes les autres et qui insiste au contraire sur le thème «*La construction d'un parti ouvrier, c'est important.*» La tonalité de tout le reste de la réunion se résume ainsi : il faut préserver l'indépendance des militants syndicaux envers l'Union Européenne et le gouvernement, il faut construire «*l'appareil politique de la lutte*» (Patrick Hébert, dirigeant FO Loire-Atlantique). A partir de là, il fut appelé à lancer partout des réunions autour d'*Informations Ouvrières*, de fait tournées surtout vers les syndicalistes.

Il y a un problème politique : la dynamique du 9 avril a précisément été cassée par les choix faits par les directions des deux confédérations CGT et CGT-FO, chacune de son côté, alors que la jonction entre ce mouvement naissant et la lutte contre la réforme du collège, ou celle des personnels de l'AP-HP de Paris, était possible et nécessaire, et au final la loi Macron avec ses 49-3 successifs est passée. De cela, de ce problème politique central de l'attitude, non des militants syndicaux en général, mais des directions syndicales, pas un mot ne ressort du compte-rendu de la réunion. Ce n'est pas nouveau de la part d'*Informations Ouvrières* envers FO, mais ceci concerne aussi la CGT dont la direction semble bien protégée par ces camarades en cette période de crise interne et d'exigence de démocratie par les militants syndicaux, justement.

Les problèmes politiques rencontrés sont ceux que nous rencontrons tous. Regrouper les syndicalistes, oui, mille fois oui, mais sur une ligne d'affrontement avec le gouvernement et pas seulement pour le faire «reculer», et dans l'indépendance envers, certes, l'UE, le gouvernement, le MEDEF ... et les directions nationales des syndicats. Ces questions sont en filigrane derrière le conflit ouvert qui a éclaté trois semaines après cette assemblée du 9 juin, mais il ne semble pas, pour autant qu'on sache, qu'à ce stade les protagonistes les aient clairement posées. Plusieurs camarades, des deux bords, consentent à dire que ce qui est en cause est le rapport à FO. Bien sûr, en précisant : avec la direction de FO. Mais si la discussion politique libre et franche ne se développe pas, les

vrais problèmes de la lutte sociale ne seront que dessinés en général, pas posés, les intérêts d'appareil tenant le haut du pavé et interdisant le débat.

Nous en revenons donc à ce point central : la transparence et la libre discussion, ouverte et publique (pas une opération «feu sur le quartier général» comme semble l'avoir vu le conseil national du POI du 4 juillet, mais une vraie discussion libre où personne n'est bridé). La voie de la liberté, la voie de la démocratie, est la seule issue et la responsabilité de tous est de convaincre nos braves camarades du POI qu'ils ne sont pas plus bêtes que d'autres et que la vie au grand air, pour eux aussi, cela s'impose !

Suivez nos publications :

<https://aplutsoc.wordpress.com/>